



Building a Europe
for and with children
Construire une Europe
pour et avec les enfants



Strasbourg, le 7 juin 2021
CDENF(2021)PV01

Comité directeur pour les droits de l'enfant (CDENF)

Rapport de réunion

3^e réunion plénière

Strasbourg, 18-20 mai 2021

Par visioconférence

Préparé par la Division des droits des enfants

children@coe.int

1. Ouverture de la réunion

1. Le Comité directeur pour les droits de l'enfant (CDENF, « le Comité ») a tenu sa 3^e réunion à Strasbourg du 18 au 20 mai 2021 par visioconférence. Sa présidente, Mme Maria-Andriani Kostopoulou (Grèce), ouvre la réunion et souhaite la bienvenue aux membres du CDENF, aux participants et aux observateurs, en saluant tout particulièrement M. **Ásmundur Einar Daðason**, ministre des Affaires sociales et de l'Enfance (Islande).

2. Mme Eida Moreno, cheffe du Service des droits des enfants et des valeurs du sport du Conseil de l'Europe, souhaite la bienvenue aux participants et les informe des principaux objectifs de la réunion, dont elle souligne l'importance pour l'élaboration des travaux futurs du Conseil de l'Europe dans le domaine des droits de l'enfant au cours des six prochaines années. Les délégations auront l'occasion de tenir un premier échange de vues approfondi sur le projet de stratégie pour les droits de l'enfant (2022-2027) et ses priorités. Mme Moreno se félicite des progrès accomplis par les organes intergouvernementaux durant l'année écoulée, malgré les restrictions imposées par la pandémie de covid-19, et informe le CDENF du nouveau format de programme intergouvernemental du Conseil de l'Europe, caractérisé par des cycles de travail de quatre ans à partir de 2022.

2. Adoption de l'ordre du jour

3. L'ordre du jour est adopté tel qu'il figure en Annexe I. La liste des participants fait l'objet de l'Annexe II.

3. Déclaration de la présidente et du Secrétariat

4. Mme Regina Jensdottir, cheffe de la Division des droits des enfants, présente et remercie les membres du Secrétariat, notamment la nouvelle secrétaire du CDENF, Mme Katrin Uerpmann.

5. Le Comité prend note des formalités et rappelle les règles des prochaines élections de la présidence et de la vice-présidence du CDENF et d'un nouveau membre du Bureau, qui se dérouleront le dernier jour de la réunion plénière.

4. Tâches et activités du CDENF : examen des progrès et prochaines étapes

6. Le Comité prend note du programme de travail actualisé du biennium, qui prévoit l'organisation de réunions de différents types (notamment des réunions plénières régulières, des sessions plénières thématiques et d'autres événements (en ligne), tels que les webinaires sur la covid-19 et les droits de l'enfant).

4.1 Examen de la mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant (2016-2021) (tâche spécifique (i) du CDENF)

7. Mme Moreno accueille chaleureusement le ministre islandais des Affaires sociales et de l'Enfance, M. Daðason, et le remercie de donner au CDENF l'occasion d'en savoir plus sur un moyen novateur de réviser la législation nationale et les pratiques administratives afin de renforcer la protection des enfants et d'améliorer leur bien-être en Islande.

8. M. Daðason présente les principales caractéristiques du système islandais de protection de l'enfance axé sur une approche multipartite, tel qu'il est prévu par une nouvelle

série de projets de loi soumis au parlement. Il évoque également les résultats d'une étude coûts/bénéfices commandée pour évaluer les changements proposés, qui montre que la nouvelle législation profiterait, d'ici à 2050, non seulement aux enfants mais aussi à l'économie dans son ensemble. Parmi les initiatives les plus innovantes, on peut citer le tableau de bord et l'index du bien-être de l'enfant, comptant au total 90 indicateurs de bien-être. Ces outils, mis en place pour recueillir des données complètes sur la santé et le bien-être des enfants selon une approche globale, seraient utilisés par toutes les communes, ce qui permettrait de comparer les différentes régions. Ils comprendraient des mesures de suivi et d'évaluation pour veiller à ce que le nouveau système de protection sociale soit adéquat et adaptable à de nouveaux contextes. Ces outils contribueraient également à accroître l'attention politique accordée aux enfants, aspect fondamental pour promouvoir les droits de ces derniers dans la société¹.

9. Lors de l'échange de vues qui s'ensuit, M. Daðason conseille aux délégations nationales d'œuvrer pour une bonne coopération entre tous les niveaux de gouvernement, organismes et services et de promouvoir le soutien politique afin de mettre en place de nouveaux outils comme le tableau de bord, faciles à reproduire dans d'autres pays. Les délégations expriment leur satisfaction et font part de leur intérêt à examiner l'applicabilité du modèle présenté dans leurs pays respectifs.

10. Le Comité prend note avec satisfaction des événements prévus sous la Présidence hongroise du Comité des Ministres, en l'occurrence les conférences « Placement, famille, avenir. Conférence internationale sur le placement en famille d'accueil, ses résultats et ses enjeux », le 22 septembre, et « Droits, opportunités et bien-être des enfants et des jeunes à l'ère numérique », les 7 et 8 octobre, qui se dérouleront toutes deux à Budapest (Hongrie).

11. Le Comité prend note du plan d'action mis à jour, qui permet d'établir un lien entre le CDENF et d'autres organes du Conseil de l'Europe, et se félicite des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie actuelle. Il prend aussi note des informations fournies par le Secrétariat sur l'avancement de la préparation du rapport final de mise en œuvre. Enfin, la présidente invite tous les nouveaux membres du CDENF à se présenter brièvement.

4.2 Projet de stratégie pour les droits de l'enfant (2022-2027) (tâches spécifiques (ii) et (vi) du CDENF)

12. Le Comité est informé de l'état d'avancement du travail en cours sur le projet de nouvelle stratégie et se voit rappeler le calendrier prévu aux fins de l'approbation du projet lors de sa 4^e réunion plénière en octobre 2021, avant une présentation au Comité des Ministres pour adoption (début 2022).

13. Le Comité écoute une présentation du Secrétariat portant sur la structure et les caractéristiques principales de la nouvelle stratégie, qui reprend les cinq domaines prioritaires de la Stratégie actuelle et en ajoute un sixième, sur les enfants dans les situations de crise ou d'urgence. Les autres principales nouveautés sont les suivantes : 1) les dimensions transversales, notamment l'approche sensible au genre, l'approche antidiscrimination et l'approche axée sur la participation des enfants ; 2) l'ouverture et la souplesse de la stratégie, qui se traduisent par des consultations systématiques, la promotion de la coopération multipartite et la possibilité de faire face aux défis émergents ; 3) la structure tournée vers l'action, puisque la stratégie englobe des activités de mise en œuvre visant à promouvoir les principales normes existantes, ainsi que des activités novatrices à mener ; 4) un cadre logique incluant une chaîne de résultats pour accroître la responsabilisation et suivre les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie. Le Comité approuve la structure de la stratégie et les six domaines prioritaires, louant le travail du Secrétariat.

¹ [Présentation](#) par M. Ásmundur Einar Daðason.

14. Le Comité révisé la stratégie jusqu'à la section 2.1, notamment à la lumière des commentaires soumis avant la réunion par une délégation et d'autres propositions orales présentées au cours de la réunion. Les délégations échangent entre autres sur la pertinence d'énumérer des exemples de motifs permettant de considérer les enfants comme « vulnérables », et de faire référence aux documents de l'Union européenne. Le Comité convient d'un certain nombre de modifications à apporter au projet et prend note de certains aspects qui pourraient faire l'objet de notes de réserve de la part des délégations. Le Secrétariat souligne qu'il est important que le Conseil de l'Europe et ses organes intergouvernementaux créent des synergies et établissent des partenariats avec les organes des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales, y compris l'UE, et la stratégie ne devrait pas passer cette question sous silence.

15. Le Comité note qu'un projet révisé de la stratégie sera diffusé le vendredi 21 mai 2021 et que toutes les délégations seront invitées à présenter des commentaires écrits sous la forme de propositions de rédaction concrètes (n'ayant pas encore été abordées ni examinées lors de la présente réunion) d'ici au 4 juin 2021. Compte tenu du nombre et du contenu des commentaires formulés, le Comité décide de poursuivre l'examen et la révision des autres parties du projet de stratégie pendant sa prochaine session plénière des 14 et 15 juin (qui remplacera la session initialement prévue sur les migrations, reportée aux 16 et 17 septembre).

16. Le Comité écoute une mise à jour par M. **Pippo Costella** et Mme **Caterina Parodi** (Defence for Children International (DCI)), consultants, sur l'état d'avancement du processus de consultation des enfants concernant le projet de stratégie, qui est actuellement mené dans 10 États membres en s'appuyant sur une méthodologie et un protocole de protection et de bien-être des enfants, élaborés par les consultants, en étroite collaboration avec le Secrétariat.

17. Le Comité prend note et se félicite de l'invitation de la future Présidence italienne du Comité des Ministres (novembre 2021 - mai 2022) à accueillir la conférence de lancement de la nouvelle stratégie pour les droits de l'enfant au printemps 2022 (avril/mai, dates exactes à confirmer).

4.3 La protection de l'intérêt supérieur de l'enfant en cas de séparation parentale et dans les procédures de protection de l'enfant (tâche spécifique (iv) 1) du CDENF)

18. Le Comité prend note et se félicite des progrès accomplis par le Comité d'experts sur les droits et l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de séparation des parents ou de placement (CJ/ENF-ISE), qui sont présentés par le président de ce dernier, M. **Seamus Carroll** (Irlande), ainsi que de la proposition de poursuivre ces travaux en élaborant un seul instrument prenant la forme d'une recommandation et couvrant la protection de l'intérêt supérieur de l'enfant dans les deux situations, dont l'objectif serait de fournir des orientations pratiques aux États sur cette question et de veiller à ce que tous les acteurs concernés soient associés à la détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant, mais aussi d'assortir la recommandation d'une liste de considérations pertinentes.

19. Il est rappelé au Comité que des commentaires supplémentaires sur les deux études de faisabilité peuvent être soumis par écrit d'ici au 4 juin 2021. Le Comité charge son Bureau d'examiner et d'adopter les études de faisabilité révisées à la lumière des commentaires des délégations et de décider de l'instrument/outil ou des instruments/outils qui seront préparés par le CJ/ENF-ISE, lors d'une réunion conjointe avec le Bureau du Comité européen de coopération juridique (CDCJ) le 24 juin 2021.

4.4 Travaux visant à améliorer la mise en œuvre des normes internationales et du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre la violence dans les États membres (tâche spécifique (iii) du CDENF)

20. Le Comité prend note et se félicite des progrès accomplis par le Groupe de travail sur les réponses à la violence à l'égard des enfants (CDENF-GT-VAE), qui sont présentés par la présidente de ce dernier, Mme Rosário Farmhouse (Portugal). Parmi les principaux points de la dernière réunion figurent un échange de vues avec le European Social Network (ESN) et le Bureau de la Représentante spéciale des Nations Unies chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants, ainsi que le travail approfondi sur une définition globale de la violence à l'égard des enfants.

21. Le Comité écoute les présentations faites par Mme **Mariëlle Bruning**, professeure de droit des enfants, et Mme **Simona Florescu**, de l'Université de Leyde (Pays-Bas), consultantes, sur les progrès accomplis dans l'élaboration d'un projet de recommandation sur le renforcement des mécanismes permettant aux professionnels de signaler des violences à l'égard des enfants, sur les principaux éléments recueillis grâce à la première enquête restreinte menée auprès de neuf États membres et sur la nécessité de mener une enquête supplémentaire, plus succincte, auprès de tous les États membres pour examiner des aspects spécifiques des mécanismes de signalement nationaux. Le Comité convient de participer à cet exercice et approuve un questionnaire (révisé) relatif aux mécanismes de signalement des violences à l'égard des enfants, qui sera diffusé par le Secrétariat après la réunion, avec une date limite de réponse fixée au 6 septembre 2021.

4.5 Les droits de l'enfant et la participation des enfants au processus décisionnel dans la sphère biomédicale (tâches spécifiques (iv) 2 et (vi) du CDENF)

22. Le Comité écoute une présentation par Mme **Annagrazia Altavilla** (du European Network of excellence for paediatric clinical research (TEDDY)), consultante, sur les résultats préliminaires d'une enquête en ligne consacrée à la participation des enfants au processus décisionnel sur les questions relatives à leur santé, réalisée par le Comité de bioéthique (DH-BIO) auprès des délégations du DH-BIO et du CDENF, aux côtés de parties prenantes, qui a démontré une méconnaissance globale des initiatives ayant trait à la participation des enfants au processus décisionnel concernant leur santé et une grande hétérogénéité des cadres juridiques de mise en œuvre de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, en particulier l'article 12 sur le droit de l'enfant d'être entendu. Dans l'ensemble, les répondants ont souligné la nécessité de renforcer l'approche pluridisciplinaire dans les travaux sur ce sujet, ainsi que le besoin d'un engagement et d'une collaboration plus forts entre toutes les parties prenantes. Mme **Ritva Halila**, présidente du DH-BIO, fait rapidement le point sur les travaux du DH-BIO et encourage le CDENF à y participer.

23. Le Comité approuve la proposition faite par le Bureau du DH-BIO en vue de constituer un groupe de rédaction conjoint, placé sous l'autorité du CDENF et du DH-BIO, pour travailler à l'élaboration d'un guide contenant des principes et des bonnes pratiques sur la participation des enfants à la prise de décision dans le domaine médical. Ces travaux commenceraient au cours du second semestre 2021 aux fins de préparer un projet de guide pour adoption par les deux comités susmentionnés d'ici à fin 2022.

24. Le Comité prend note de l'invitation à transmettre par écrit des propositions/manifestations d'intérêt, d'ici au 30 juin 2021, pour désigner la présidence et deux autres membres du CDENF au sein du groupe de rédaction, et charge son Bureau de désigner la présidence et les deux autres membres du CDENF dans le groupe de rédaction,

en tenant compte en particulier de la répartition géographique, de l'équilibre entre les sexes et des systèmes juridiques pertinents.

4.6 Réponses et actions liées à la covid-19

25. Le Comité écoute une mise à jour sur les résultats de la 1^{re} édition de la série de webinaires du CDENF sur la covid-19 et les droits des enfants, qui portait sur les défis de l'éducation pendant la pandémie². Le Comité approuve la proposition du Bureau de combiner le prochain webinaire sur les défis liés à la violence intrafamiliale avec celui sur la santé mentale, et de couvrir les deux thèmes lors d'une session conjointe le 22 novembre 2021.

5. Priorités 2022-2025 du CDENF

26. Le Comité se voit rappeler les nouvelles modalités des mandats de tous les comités intergouvernementaux, qui couvriront un cycle de quatre ans, et la proposition faite par le Bureau, sur la base du processus de consultation concernant le projet de stratégie, au sujet des priorités du CDENF pour 2022-2025 et des organes subordonnés chargés de mettre en œuvre les actions prioritaires proposées. À l'issue d'un échange de vues, le Comité convient de ses principales priorités, proposées par le Bureau.

6. Questions transversales

27. Le CDENF examine les progrès accomplis pour atteindre la cible 16.2 des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies (mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants), lors d'un échange de vues avec des représentants d'autres organisations internationales, notamment M. **Manus De Barra**, responsable de la protection de l'enfance au Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants, et Mme **Ina Verzivoli**, spécialiste de la protection de l'enfance au Bureau régional de l'UNICEF pour l'Europe et l'Asie centrale. Ils soulignent respectivement l'urgence persistante des mesures prises par les États pour atteindre les ODD, en particulier la cible 16.2, notamment en comblant les lacunes pour mieux coordonner la mise en œuvre des lois et des politiques au niveau national et la collecte de données, et en adoptant des approches systémiques et globales pour traiter la violence hors ligne et la violence en ligne comme des phénomènes étroitement liés.

28. Mme **Brigitte van den Berg**, membre du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, par ailleurs rapporteure du Congrès sur les droits de l'enfant et les ODD, fait le point sur les activités pertinentes menées par le Congrès, parmi lesquelles l'élaboration d'une brochure interactive sur les actions concrètes que les enfants peuvent entreprendre pour contribuer aux ODD.

29. Le Comité écoute ensuite les présentations de deux délégations nationales, l'une ayant préparé l'examen national volontaire (ENV) dans le cadre de sa contribution aux ODD en 2017 (Portugal), l'autre étant en train de le faire en 2021 (République tchèque), en adoptant des approches transversales, fondées sur des données factuelles et participatives.

30. Par la suite, le CDENF échange avec différents intervenants, qui soulignent le rôle joué par le Conseil de l'Europe pour aider les États membres à progresser vers la cible 16.2 en organisant des échanges de bonnes pratiques et en prenant des mesures ciblées pour

² [Rapport](#) du webinaire.

renforcer les systèmes fragmentés de protection de l'enfance et conseiller sur la manière de mieux intégrer les travaux des différents niveaux de gouvernement.

31. Le CDENF convient de tenir dans un avenir proche de nouveaux échanges sur les bonnes pratiques permettant de progresser vers la cible 16.2 et charge le Bureau de décider des thèmes à aborder durant chaque échange.

7. Projets de coopération

32. Le Bureau est informé des activités de coopération en cours soutenant la mise en œuvre des normes du Conseil de l'Europe, notamment des projets portant sur la prévention de la violence à l'égard des enfants dans le cadre de l'élaboration de politiques et les réponses à apporter aux besoins prioritaires sur le plan législatif (République de Moldova et Ukraine), ainsi que des projets techniques visant à faciliter la création de *Barnahus* (Maison des enfants) dans le cadre des systèmes de justice adaptés aux enfants (Slovénie et Finlande). Par ailleurs, des informations actualisées sont communiquées au Bureau sur le nouveau projet mis en place en Slovénie sur la déjudiciarisation des enfants. Le projet conjoint Cde/UE "CP4Europe" (soutenu par la DG-JUST), destiné à renforcer la participation des enfants aux processus de prise de décision dans cinq États membres (Finlande, Islande, Portugal, République tchèque et Slovénie), a récemment été lancé pour développer des outils innovants, parallèlement à l'utilisation de l'Outil d'évaluation de la participation des enfants (CPAT) du Conseil de l'Europe dans d'autres pays. Deux autres projets ont été lancés dernièrement avec la DG-REFORM de la Commission européenne, qui concernent respectivement la justice des mineurs et la *Barnahus*.

33. Le Secrétariat rappelle que tous les produits mis au point sont à la disposition de toutes les délégations et devraient être mis à profit. Il remercie toutes les délégations qui financent le plan d'action et les États membres qui contribuent à ces activités par des contributions volontaires, ce qui fait une vraie différence pour fournir des produits de qualité et un appui important à d'autres pays.

8. Coopération et synergies avec d'autres organes et comités compétents du Conseil de l'Europe, des organisations internationales et la société civile (mission principale (ix) du CDENF)

34. Le Comité écoute une présentation par Mme **Valeria Setti**, coordonnatrice de la Commission européenne pour les droits de l'enfant, sur la récente Stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant. Mme **Astrid Podsiadlowski**, responsable de projet sur les droits de l'enfant à l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), explique le rôle joué par la FRA pour soutenir cette stratégie en apportant des conseils fondés sur des données probantes et en collectant des données. Elle annonce deux événements qui se tiendront dans le courant de l'année 2021, le Forum des droits fondamentaux (11-12 octobre) et un événement sur les migrations axé sur la tutelle (date à confirmer).

35. Le Secrétariat fait le point sur l'organisation de la discussion régionale sur les droits de l'enfant et la protection de remplacement, qui aura lieu sous les auspices de la Présidence hongroise du Comité des Ministres dans un format en ligne le 1^{er} juin 2021. Le Comité charge le Secrétariat de la préparation d'une contribution écrite, basée sur les réponses à l'enquête menée auprès des délégations et sur les résultats de l'échange régional, reflétant l'acquis du Conseil de l'Europe dans ce domaine, à soumettre au Comité des droits de l'enfant des Nations Unies pour contribuer à sa Journée de débat général sur les droits de l'enfant et la protection de remplacement (prévue le 21 septembre 2021).

36. M. **Bruce Adamson**, président du Réseau Européen des Ombudsmans pour Enfants (ENOC), fait le point sur les travaux de son organisation, qui a récemment mis l'accent sur les problèmes découlant de la pandémie de covid-19. L'ENOC, qui s'emploie notamment à promouvoir les évaluations globales de l'impact sur les droits de l'enfant en partenariat avec l'UNICEF, constate un manque important de recherches sur l'utilisation de ces évaluations et estime qu'il est essentiel d'allouer des ressources budgétaires adéquates. M. Adamson apprécie les travaux du Conseil de l'Europe, notamment en raison de leurs liens avec les propres travaux de l'ENOC sur la participation des enfants. Il annonce que la justice climatique sera le thème 2022, car les jeunes sont aux avant-postes du travail dans ce domaine.

37. Des représentants d'autres organes et organisations prennent la parole pour faire rapidement le point sur leurs travaux liés aux droits de l'enfant, notamment M. **Jean-Pierre Grin**, membre de la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable de l'Assemblée parlementaire et vice-président de la Sous-Commission sur les enfants ; Mme **Elisabeth Gosme**, directrice de COFACE Families Europe, et M. **Michel Grangeat**, de la Conférence des organisations internationales non gouvernementales (OING) du Conseil de l'Europe.

9. Élections du Bureau

38. Le Comité, lors d'un vote à bulletin secret, élit Mme Maria-Andriani Kostopoulou (Grèce) présidente pour un second mandat d'un an, et Mme Rosário Farmhouse (Portugal) vice-présidente pour un second mandat d'un an.

39. Le CDENF élit également, lors d'un vote à bulletin secret, M. Joost van Haelst (Belgique) membre du Bureau pour achever le mandat de son prédécesseur (jusqu'au 31 décembre 2021).

10. Questions diverses

Les participants ne soulèvent aucune autre question.

11. Dates et lieux des prochaines réunions

Le Comité prend note des dates des prochaines réunions :

- échange régional sur les droits de l'enfant et la protection de remplacement : 1^{er} juin 2021 ;
- session plénière du CDENF sur la stratégie : 14-15 juin 2021 (remplace la session sur les migrations) ;
- réunion conjointe des Bureaux du CDENF et du CDCJ ;
- session plénière du CDENF sur les migrations : 16-17 septembre 2021 ;
- 4^e réunion plénière du CDENF : 13-15 octobre 2021 ;
- webinaire sur la covid-19 et les droits de l'enfant : les défis liés à la violence intrafamiliale et à la santé mentale : 22 novembre 2021 ;
- 5^e réunion du CDENF-GT-VAE : novembre/décembre 2021 (2 jours à confirmer) ;
- 4^e réunion du CJ/ENF-ISE : décembre 2021 (2 jours à confirmer).

12. Adoption du rapport de réunion abrégé

Le Comité examine le projet de liste des décisions et l'adopte avant la fin de la réunion.

Annexe I

Ordre du jour annoté

1.	Ouverture de la réunion	
2.	Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux	CDENF(2021)OJ1Rev CDENF(2021)OJ1ANN CDENF(2021)LOP1
3.	Informations de la Présidence et du secrétariat	
4.	Tâches et activités du CDENF : examen des progrès et des prochaines étapes Examen du plan de travail du CDENF pour la période biennale actualisé	CDENF(2020)21rev3
4.1	Examen de la mise en œuvre de la stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant (2016-2021) a. Examen du plan d'action actualisé b. Informations sur le schéma du rapport final sur la mise en œuvre de la stratégie et prochaines étapes	CDENF(2020)02rev (plan d'action) CDENF(2020)25rev (projet de schéma)
4.2	Projet de Stratégie pour les droits de l'enfant (2022-2027) a. Examen du projet de Stratégie b. Mise à jour sur l'état d'avancement des consultations des enfants c. Mise à jour sur la conférence de lancement de la Stratégie en 2022	CDENF(2021)05 (projet de Stratégie – restreint) CDENF(2020)17Rev2 (programme de travail et calendrier)
4.3	La protection de l'intérêt supérieur de l'enfant dans les situations de séparation des parents ou de placement a. Mise à jour des progrès réalisés par le Comité d'experts sur les droits et l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de séparation des parents ou de placement (CJ/ENF-ISE) - méthodes de travail et plan de travail b. Délégation au Bureau de l'adoption des études de faisabilité et de la décision des instruments/outils à préparer par le CJ/ENF-ISE.	CJ/ENF-ISE(2021)PV1 (rapport 3 ^{ème} réunion) CJ/ENF-ISE(2021)01rev2 (méthodes de travail et plan de travail) CJ/ENF-ISE(2021)03A (projet d'étude de faisabilité sur la séparation des parents - restreint) CJ/ENF-ISE(2021)03B (projet d'étude de faisabilité sur le placement - restreint)
4.4	Travaux pour renforcer la mise en œuvre des normes internationales et du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre la violence dans les États membres a. Mise à jour sur le progrès du Groupe de travail sur les réponses à la violence à l'égard des enfants (CDENF-GT-VAE) vers l'élaboration d'un projet de	CDENF-GT-VAE(2021)PV1 (rapport 4 ^{ème} réunion) CDENF-GT-VAE(2021)01rev (projet de Recommandation)

	<p>Recommandation sur le renforcement des mécanismes permettant aux professionnels de signaler les cas de violence à l'égard des enfants et discussion de l'avant-projet ;</p> <p>b. Approbation du questionnaire à diffuser via le CDENF.</p>	<p>CDENF-GT-VAE(2021)02rev (rapport de synthèse)</p> <p>CDENF-GT-VAE(2021)03rev (projet de questionnaire)</p>
4.5	<p>Les droits des enfants et la participation des enfants au processus de décision dans le domaine biomédical</p> <p>a. Présentation d'une vue d'ensemble des résultats de l'enquête menée par le Comité de Bioéthique (DH-BIO) auprès des Délégations et des parties prenantes</p> <p>b. Mise à jour sur les méthodes de travail et les prochaines étapes vers l'établissement d'un groupe de rédaction conjoint.</p>	<p>DH-BIO/INF(2020)20</p> <p>DH-BIO(2021)11 (proposition de création d'un groupe de rédaction pour l'élaboration du Guide conjointement avec le CDENF)</p>
4.6	<p>Réponses et actions liées à la COVID-19</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1^{er} webinaire du CDENF sur la COVID-19 et l'éducation : présentation du rapport et conclusions - 2^{ème} webinaire du CDENF : propositions pour le prochain événement 	<p>CDENF(2021)12 (rapport du 1^{er} webinaire)</p> <p>Fiche thématique CDENF "La pandémie de COVID-19 et les enfants : défis, réponses et implications politiques"</p> <p>Lignes directrices du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur la défense de l'égalité et la protection contre la discrimination et la haine pendant la pandémie de covid-19 et d'autres crises similaires à venir</p>
4.7	<p>Avis du CDENF pour le Comité des Ministres (pour information seulement)</p>	<p>CM/AS(2020)Rec2167-final (réponse du CM à la Recommandation 2167 (2020) de l'APCE)</p> <p>CM/AS(2020)Rec2169-final (réponse du CM à la Recommandation 2169 (2020) de l'APCE)</p> <p>CM/AS(2021)Rec2175-final (réponse du CM à la Recommandation 2175)</p>
5.	<p>Priorités du CDENF 2022 - 2025</p> <p>Echange sur les nouvelles priorités du travail du CDENF pour le cycle de quatre ans à venir, en tenant compte des nouvelles priorités et actions définies dans le cadre du projet de Stratégie.</p>	<p>CDENF(2021)06 (priorités du CDENF pour 2022 - 2025 - Restreint)</p>
6.	<p>Questions transversales</p> <p>Examen des progrès accomplis dans la réalisation des ODD par un échange de vues avec les représentants d'autres</p>	<p>CDENF(2021)07 (programme pour l'échange de vues)</p>

organisations internationales, notamment l'UNICEF, le bureau de l'UNSRSG et le Global Partnership to End Violence against Children, et les délégations nationales.

7. Projets de coopération

Coopération et synergies avec les autres organes et comités pertinents du Conseil de l'Europe, les organisations internationales et la société civile.

8. a. Union Européenne : Stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant
- b. CDE : Organisation d'un échange régional comme contribution à la Journée de discussion générale de la CDE 2021 sur "les droits de l'enfant et la protection de remplacement".
- c. ENOC : Études d'impact sur les droits de l'enfant (CRIA)
- d. Représentants d'autres organes et comités : organes et comités du Conseil de l'Europe, organisations internationales et de la société civile.

[Stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant \(2021-2024\)](#)

[Projet de programme Discussion régionale sur les droits de l'enfant et la protection de remplacement](#)

Elections du Bureau

9. Élection du/de la Président-e, du/de la Vice-président-e et d'un/de nouveau(x) membre(s) du Bureau

[CDENF\(2021\)INF1](#)

Les nominations/expressions d'intérêt doivent être soumises au Secrétariat du CDENF avant le mercredi 19 mai, 14h00

10. Questions diverses

Date et lieu des prochaines réunions

11. - Session plénière sur la migration : 14-15 juin 2021
- 4ème réunion plénière : 13-15 octobre 2021

[CDENF\(2020\)21Rev3](#)
(calendrier des réunions du CDENF)

12. Approbation du rapport de réunion abrégé

Annexe II

Liste des participants

MEMBERS / MEMBERS

ALBANIA/ALBANIE

Ms Arda Hoxha
Head of Sector and Protection and Monitoring of Child Rights
Ministry of Health and Social Protection

ANDORRA/ANDORRE

Mr Jordi Olivé Cadena
Head of the Care Service to Children and Adolescents

ARMENIA/ARMÉNIE

Ms Ivetta Shahbazyan
Head of Children Rights Protection Unit
Staff of the Human Rights Defender of the Republic of Armenia

AUSTRIA/AUTRICHE

Mr Ewald Filler
Head of Department for Family Law and Children's Rights
Ombudsman for Children's Rights

AZERBAIJAN/AZERBAÏDJAN

Ms Raida Amirbayova
The State Committee for Family, Women and Children Affairs

BELGIUM/BELGIQUE

Ms Christel de Craim
Federal public Service Justice
Service for criminal policy

Mme Anne-Marie Dieu
Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse (OEJAJ)

Apologised/excusée

Ms Jade Imane Person
Stagiaire en charge des questions internationales
Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse (OEJAJ)

Mme Valérie Gengoux
Federal public Service Justice
Service for criminal policy

Mr Joost Van Haelst
Children's Rights Policy Officer
Department for Culture, Youth and Medias
Flemish Government

BOSNIA AND HERZEGOVINA/ BOSNIE ET HERZÉGOVINE

Ms Irena Penc Puzić
Ministry of Human Rights and Refugees

BULGARIA/BULGARIE

Ms Eleonora Lilova
Chairperson of the State Agency for Child Protection

Ms Milena Anastasova
Chief expert at “Child Policies and Programs, Strategic Development and Co-ordinator” Directorate
State Agency for Child Protection

Ms Maria Belichovska
Expert at “Child Policies and Programs, Strategic Development and Co-ordinator” Directorate
State Agency for Child Protection

CROATIA/CROATIE

Ms Margareta Mađerić
State Secretary in Croatian
Ministry of Labour, Pensions System, Family and Social Policy

Ms Anica Ježić
Ministry of Labour, Pensions System, Family and Social Policy

CYPRUS/CHYPRE

Ms Despo Michaelidou
Cypriot Commissioner for Children’s Rights

CZECH REPUBLIC/RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Ms Diana Smidova
Secretariat of the Government Council for Human Rights
Department of Human Rights and Protection of Minorities

Ms Kristýna Jůzová Kotalová
Head of Department of Conception of Children’s Rights Protection and Transformation of Services for
Families
Ministry of Labour and Social Affairs

Mr Martin Polášek
Analyst
Department of Sustainable Development
Ministry of the Environment

Ms Lucie Srsnova
Ministry of the Environment

DENMARK/DANEMARK

Ms Suvi Sirkitta Svendsens
Head of Section
Legal and International Relations
Ministry of Social Affairs and the Interior

ESTONIA/ESTONIE

Ms Hanna Vsevirov
Head of Department
Department to Child Well-Being
Ministry of Social Affairs

Apologised/excusée

FINLAND/FINLANDE

Ms Helinä Heikkinen
Legal Officer
Unit for Human Rights Courts and Conventions
Legal Service
Ministry for Foreign Affairs

Ms Marjo Malja
Senior Ministerial Adviser, Social affairs
Ministry of Social Affairs and Health

FRANCE

Mr Alexis Rinckenbach
Chef du Bureau des affaires européennes et internationales
Direction Générale de la Cohésion sociale
Ministère des Solidarités et de la santé

Mme Stefania Chiru
Chargée de mission
Bureau des affaires européennes et internationales
Ministère des Solidarités et de la Santé

Ms Laurie Durand
Ministère des Solidarités et de la Santé

Ms Lili Vessereau
Ministère des Solidarités et de la Santé

GEORGIA/GÉORGIE

Ms Meri Kajaia
Specialist of the Human Rights Secretariat of the Administration of the Government of Georgia

GERMANY/ALLEMAGNE

GREECE/GRÈCE

Ms Maria-Andriani Kostopoulou
Attorney at Law, Supreme Court

Ms Panagiota Margaroni
Official
Department of Relations with International Organisations
Directorate of International Relations
Ministry of Labour and Social Affairs

HUNGARY/HONGRIE

Ms Boglarka Eniko Barkaszi
EU and International Policy Officer
Department for Multilateral Affairs
Ministry of Human Capacities

Mr András Györe
Policy Officer
Department: Department for Child Protection and Guardianship

Ms Berta Bocskai
Policy officer
Department: Department for Social and Child Welfare Services

ICELAND/ISLANDE

Mr Ásmundur Einar Daðason
Minister of Social Affairs and Children, Iceland, on the Act on Integration of Services in the Interest of Children's Prosperity and on the Dashboard on Children's wellbeing

Ms Hjordis Eva Thordardottir
Special Advisor
Ministry of Social Affairs

IRELAND/IRLANDE

Ms Lara Hynes
Principal Officer
Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth

ITALY/ITALIE

Mr Alfredo Ferrante
Head of Unit
Department for Family Policies
Presidency of the Council of Ministers

Ms Alessandra Bernardon
Department for Family Policies
Presidency of the Council of Ministers

Ms Ester di Napoli
Children's Rights expert
Department for Family Policies
Presidency of the Council of Ministers

Mr Marino di Nardo
Senior Child Policy Experts
Department for Family Policies
Italian Presidency of the Council of Ministers

Ms Elena Falcomatà
Senior Child Policy Experts
Department for Family Policies
Italian Presidency of the Council of Ministers

Ms Valentina Fiore
Italian independent Authority for Children and Adolescents

LATVIA/LETTONIE

LIECHTENSTEIN

LITHUANIA/LITUANIE

LUXEMBOURG

Ms Marguerite Krier
Chef de service des droits des enfants
Conseiller de Gouvernement 1ère classe
Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Ms Myriam Scholer
Docteur en Psychologie, Expert en Sciences humaines
Service des Droits des enfants
Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

MALTA/MALTE

Mr Jonathan Silvio
Director
Policy Development and Programme Implementation
Ministry for Social Justice and Solidarity, the Family and Children's Rights

Ms Darlene May Gauci
Manager II Reserarch, Policy and Operations Division
Ministry for Social Justice and Solidarity, the Family and Children's Rights

REPUBLIC OF MOLDOVA/REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Mr Igor Chisca
Senior Consultant
Directorate for Policy for the Protection of the Rights of the Child and Families with Children
Ministry of Health, Labor and Social Protection

MONACO

Mme Marianne Lanteri
Chef de Division de la Direction de l'Action et de l'Aide Sociales

MONTENEGRO

NETHERLANDS/PAYS-BAS

Ms Marcella van der Kloet
Policy adviser
Ministry of Health, Welfare and Sport

Ms Dounia Latrache
Policy adviser
Ministry of Health, Welfare and Sport

Ms Annelize De Ruiten-Van Dijk
Policy adviser
Ministry of Justice and Security

NORTH MACEDONIA/MACEDOINE DU NORD

Mr Aleksandar Georgievski
Head of Strategic Planning Department
Ministry of Labor and Social Policy

Ms Simona Petreska Georgieva
Advisor in Child care Departement

NORWAY/NORVEGE

Ms Solvor Bäcklund
Senior Advisor
The Norwegian Directorate for Children, Youth and Family Affairs

POLAND/POLOGNE

Judge Paweł Kaczor
Department of International Cooperation and Human Rights
Ministry of Justice

PORTUGAL

Ms Rosário Farmhouse
President of the National Commission for the Promotion of the Rights and Protection of Children and Young People

ROMANIA/ROUMANIE

RUSSIAN FEDERATION/FEDERATION DE RUSSIE

Ms Olga Opanasenko
Expert
Ministry of Foreign Affairs

SAN MARINO/SAINT-MARIN

SERBIA/SERBIE

Ms Ivana Banković
Senior Adviser
Ministry of Labour, Employment, Veteran and Social Affairs

SLOVAK REPUBLIC/REPUBLIQUE SLOVAQUE

Ms Mária Vargová
Director of National Coordination Centre for Resolving the Issues of Violence against Children (NCC)
Ministry of Labour, Social Affairs and Family

SLOVENIA/SLOVENIE

Ms Ružica Boškić
Secretary - Family Affairs Directorate
Ministry of Labour, Family, Social Affairs and Equal Opportunities

SPAIN/ESPAGNE

Ms Cristina Ayuso Cabrerizo
Ministry of Social Rights and Agenda 2030

SWEDEN/SUEDE

Ms Johanna Aurell Viklund
Desk Officer
Division for Discrimination Issues, Human Rights and Child Rights Policy
Ministry of Employment

SWITZERLAND/SUISSE

M. Jean-Marie Bouverat
Affaires internationales
Secteur Organisations internationales
Office fédéral des assurances sociales

TURKEY/TURQUIE

Ms Zeynep Han Akin
Family, Labour and Social Services Expert
Child Rights Department
General Directorate of Child Services
Ministry of Family, Labour & Social Services

UKRAINE/UKRAINE

UNITED KINGDOM/ROYAUME-UNI

Mr Thomas Madden
Childrens Rights, Senior Policy Advisor
Social Care, Mobility and Disadvantage Group
Department for Education

Ms Angela Sealy

Ms Isobel Howlett
Department of Education

Ms Holly Fleming
Ministry of Justice

**OBSERVER STATES TO THE COUNCIL OF EUROPE /
ETATS OBSERVATEURS AUPRÈS DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Holy See / Saint Siège

Ms Alessandra Aula
Secretary General
International Catholic Child Bureau

**NON-MEMBER STATES WITH THE COUNCIL OF EUROPE HAS A NEIGHBOURHOOD PARTNERSHIP /
ÉTATS NON MEMBRES AVEC LESQUELS LE CONSEIL DE L'EUROPE A UN PARTENARIAT DE
VOISINAGE**

Tunisia / Tunisie

M. Chokri Maatoug
Directeur Général de l'enfance
Ministère de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des Seniors

INTERNATIONAL ORGANISATIONS / ORGANISATIONS INTERNATIONALES

EUROPEAN UNION / UNION EUROPEENNE

European Commission

Ms Valeria Setti
European Commission Coordinator for the rights of the child

European Union Agency for Fundamental Rights (FRA) / Agence des droits fondamentaux de l'Union Européenne (FRA)

Ms Astrid Podsiadlowski
Project Manager - Rights of the Child
Technical Assistance & Capacity Building Unit

UNITED NATIONS / NATIONS UNIES

United Nations Secretary-General / Nations Unies Secrétaire Général

Mr Manus De Barra
Child Protection Officer
Office of the Special Representative of the United Nations Secretary-General on Violence against Children (SRSG VAC)

UNICEF Regional Office for Europe and Central Asia (ECARO) / Bureau régional de l'UNICEF pour l'Europe et l'Asie Centrale (ECARO)

Mr Phenny Kakama
Child Protection Specialist

Ms Ina Verzivolli
Child Protection Officer

World Health Organisation (WHO) / Organisation mondiale de la santé (OMS)

Ms Sabine van Tuyll van Serooskerken Rakotomalala
Technical Officer, Department of Social Determinants of Health

Ms Stephanie Burrows
Technical Officer, Department of Social Determinants of Health

Council of the Baltic Sea States (CBSS) / Conseil des Etats de la mer Baltique (CBSS)

Ms Olivia Lind Haldorsson
Head of Children at Risk Unit

OBSERVERS / OBSERVATEURS

Children's Rights Information Network (CRIN) / Réseau d'information sur les droits des enfants (CRIN)

Mr Leo Ratledge
Legal and Policy Director

COFACE - Family Europe

Ms Elizabeth Gosme
Director

Defence for Children International – Belgium / Défense des Enfants International – Belgique

Mr Benoit Van Keirsbilck
Director / Directeur

Defence for Children International – Italy / Défense des Enfants International - Italie

Mr Pippo Costella
Coordinator of the Italian Section of DCI

Ms Caterina Parodi
Child Safeguarding Officer

Ms Daja Wenke
Consultant

European Network of Ombudspersons for Children (ENOC) / Réseau européen des médiateurs pour enfants (ENOC)

Mr Bruce Adamson
ENOC Chair

Ms Polina Atanasova
ENOC Coordinator

Ms Coralie Da Silva
ENOC Assistant Coordinator

Eurochild

Ms Mieke Schuurman
Senior Policy Advisor
Children's Rights & Safeguarding

International Association of Youth and Family Judges and Magistrates (IAYFJM) / Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille (AIMJF)

Mr Daniel Pical
Président de la Section Européenne

Missing Children Europe

Ms Aagje Ieven
Secretary General / Secrétaire Générale

Ms Agata Wanat
Policy Assistant

SOS Children Villages International

Ms Rosana Martinelli
Global Advocacy Adviser

ORGANS AND COMMITTEES OF THE COUNCIL OF EUROPE /
ORGANES ET COMITES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary Assembly of the Council of Europe (PACE) / Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Mr Jean-Pierre Grin
Vice-Chair of the Sub-Committee on Children

Congress of Local and Regional Authorities of the Council of Europe / Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

Ms Brigitte van den Berg
Netherlands, member of the Congress of Local and Regional Authorities of the Council of Europe
Rapporteur on Children and SDGs, Alderman of Beverwijk

Committee of Experts on the rights and the best interests of the child in parental separation and in care proceedings (CJ/ENF-ISE) / Comité d'experts sur les droits et l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de séparation des parents ou de placement (CJ/ENF-ISE)

Mr Seamus Carroll
Chair / Président

Committee on Bioethics (DH-BIO) / Comité de bioéthique (DH-BIO)

Ms Ritva Halila
Chair / Présidente

European Social Cohesion Platform (PECS) / Plateforme européenne de cohésion sociale (PECS)

Ms Tiziana Zannini
PECS Rapporteur on Children's Rights
Director General
Italian Presidency of the Council of Ministers

Committee of the Parties to the Convention on the Protection of Children against Sexual Exploitation and Sexual Abuse (Lanzarote Committee) / Comité des Parties à la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Comité Lanzarote)

Mr George Nikolaidis
Representative of Lanzarote Committee
Psychiatrist
Research Director of Department of Mental Health & Social Welfare
Institute of Child Health, Greece

European Committee on Legal Co-operation (CDCJ) / Comité européen de coopération juridique (CDCJ)

Mr Werner Schütz
Member (Austria) / member (Autriche)

Conference of INGOs of the Council of Europe / Conférence des OING du Conseil de l'Europe

Mr Michel Grangeat
Chair of the European Committee of the International Council on Shared Parenting (ICSP-CE)
Emeritus Professor
University Grenoble - France

EXPERTS / EXPERT-E-S

Dr Annagrazia Altavilla
Independent Consultant

Professor Mariëlle Bruning
Leiden University

Ms Simona Florescu
Leiden University

Ms Gerison Lansdown
Independent expert

SECRETARIAT / SECRÉTARIAT

Secretariat of the Parliamentary Assembly / Secrétariat de l'Assemblée parlementaire

Ms Raya Dimitrova
Trainee at the Secretariat of the PACE Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development

Secretariat of the Congress of Local and Regional Authorities of the Council of Europe / Secrétariat du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

Ms Sedef Cankoçak
Secretary to the Current Affairs Committee / Secrétaire de la Commission des questions d'actualité

Ms Inge Hannon
Current Affairs Committee / Commission des questions d'actualité

DGI – Directorate General of Human Rights and Rule of Law / Direction générale Droits de l'Homme et Etat de droit

Bioethics Unit / Unité de Bioéthique

Ms Natalia Zaytseva
Legal administrator

Justice and Legal Co-operation Department / Service de la coopération judiciaire et juridique

Ms Livia Stoica Becht
Head of Legal Co-operation Division / Cheffe de la Division de la coopération juridique

DGII – Directorate General of Democracy / Direction générale de la Démocratie

Education Department / Service de l'éducation

Ms Marta Medlinska
Coordinator / Coordinatrice
Education Policy Division / Division des politiques éducatives

Children's Rights and Sport Values Department / Service des droits des enfants et des valeurs du sport

Ms Eida Moreno
Head of Department / Cheffe du Service

Secretariat to the Steering Committee for the Rights of the Child / Secrétariat du Comité Directeur pour les droits de l'enfant

Ms Regina Jensdottir
Children's Rights Co-ordinator, Head of the Children's Rights Division / Coordinatrice des droits des enfants, Cheffe de la Division des droits des enfants

Ms Katrin Uerpmann
Secretary to the Steering Committee for the Rights of the Child / Secrétaire du Comité Directeur pour les droits de l'enfant
Programme Officer / Responsable de programme

Ms Maren Lambrecht-Feigl
Co-Secretary to the Steering Committee for the Rights of the Child / Co-secrétaire du Comité Directeur pour les droits de l'enfant
Programme Officer / Responsable de programme

Ms Stéphanie Burel
Senior Project Officer / Responsable principale de projet

Ms Zaruhi Gasparyan
Senior Project Officer / Responsable principale de projet

Ms Marine Braun
Senior Project Officer / Responsable principale de projet

Ms Maia Mamulashvili
Communication

Ms Maria Asensio Vellasco
Policy Officer / Chargée de mission

Ms Anna Bracco
Policy Officer / Chargée de mission

Ms Valérie Giret-Lerch
Assistant / Assistante

Mr Tapio Koivula
Trainee / Stagiaire

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Mr Nicolas Guittonneau
Ms Isabelle Marchini
Mr Didier Jungling